

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9^e)
Téléph. : CENTRAL 80-70

Quotidien Republicain du soir
5 centimes - PARIS ET DEPARTEMENTS - 5 centimes

REDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2^e)
Téléph. : CENTRAL 80-68

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

Notre Guerre

Les gens de droite ont décidément l'esprit peu prompt.

Hier, à la tribune de la Chambre, P. Renaudet, reprenant un passage de la déclaration ministérielle se félicitait que le Gouvernement donnât une nouvelle fois l'assurance que la France ne nourrissait aucune pensée de conquête ou d'annexion — à part le juste retour de nos provinces volées en 71.

Aussitôt, grand cahut sur les bancs des droites.

Un quart d'heure après, des mêmes bancs partaient de délectantes acclamations à l'adresse de M. Briand, lequel avec plus de nuances peut-être, mais aussi nettement, disait exactement ce que venait de dire le citoyen Renaudet.

Mais que la droite manifeste ou non son absence de compréhension et la pauvreté de sa doctrine, cela n'a pas d'importance.

Ce qui est important, c'est qu'à la tribune du Parlement, parlant au nom du gouvernement de la France, et applaudi par l'unanimité de la Chambre, un ministre ait dit qu'en dehors de la libération des territoires envahis et des résolutions légitimes la France républicaine ne réclamerait rien d'autre du succès de ses armes.

" Tant qu'elle (l'Allemagne) gardera ses serres, son bec, ses intentions homicides, il ne saurait être question de paix avec elle. C'est seulement lorsqu'elle se sera résignée à reprendre son rang parmi les nations avec la pensée de se développer selon son génie en respectant le génie des autres, c'est seulement lorsque nous l'aurons mise dans l'impossibilité d'atteindre à l'indépendance des autres peuples que nous pourrions parler de la paix."

" Cette paix-là, ce sera la paix française, révoquée par nous ; la paix glorieuse qui aura restauré le droit non seulement pour la France, mais pour le monde civilisé tout entier."

Que de telles paroles puissent être prononcées, après quinze mois de la plus dure des guerres, après les crimes accumulés des hordes boches, c'est la preuve que la France n'a rien perdu de son idéalisme et que son goût de la justice demeure entier. C'est la preuve que la France reste toujours et encore le soldat du droit !

Si la conscience humaine n'est pas à tout jamais bannie de l'âme allemande, les paroles de M. Briand feront lever au fond des tranchées boches l'image tranquille du Remords...

Miguel ALMEREYDA

LE PLAT DU JOUR

L'Union Sacrée à la Maurras

Hier, le nouveau président du Conseil, aux applaudissements de toute la Chambre, même de la droite, a déclaré que tous les Français devaient empêcher le « vieil homme » de la politique de se réveiller et de troubler le beau pacte d'Union Sacrée de la Nation.

M. Charles Maurras ne l'a pas entendu de cette oreille-là, il ne l'a d'ailleurs entendu d'aucune oreille, et dans son journal ce matin, à côté de ses collaborateurs, il continue ses attaques contre tout ce qui est républicain et démocratique.

Laissons même de côté les basses insultes du Daudet nous trouvant, par exemple, dans Les Débuts du Ministère Briand ce sous-titre :

" Le député socialiste Renaudet souève l'indignation de la Chambre."

La belle attitude de notre ami Renaudet a permis à M. Briand de faire des déclarations franches et nettes sur la question de la paix que le Maurras trouve trop remplies de « périphrases » et surtout de rendre au parti socialiste le juste hommage qu'on sait et devant lequel la droite ne sut contenir sa rage jalouse.

Peut-être ces messieurs de l'Action Française espèrent-ils qu'on leur ferait aussi des compliments. Comme seigneurs de divisions, sans doute !

Il suffit d'ailleurs de lire le papier du Dimier sur « L'Affaire de Montaliou » pour se rendre compte du but cherché par les néo-royalistes de l'A. F. Ils veulent retrouver une « Affaire », et ils la cherchent partout. Ils savent la publicité que leur a fournie la première, et ils tombent sur tout ce qui peut leur paraître sujet à créer de nouveau une division dans le pays.

Aujourd'hui, c'est l'histoire du curé indigne de Montaliou qui, sous la plume du Dimier, devient une nouvelle « Affaire ».

L'Action Française se reconcentre à l'égard, à ce sujet, avec M. Maurin, évêque de Vendôme, avec lequel elle s'était brouillée à la suite de certaine lettre dont elle n'avait donné que le résumé à cause de certains passages désobligeants pour elle.

Mais comme M. Maurin entre dans la bonne voie en semant l'esprit de discord dans son diocèse et en fomentant les luttes intestines, la plus grande et la plus louangeuse publicité est donnée à ses paroles et à ses actes dans cette Action Française qui il y a seulement quelques jours lui mesurait chichement les lignes.

Mais c'est que M. Maurin a dénoncé une réunion socialiste qui fut tenu à Voiron et « sur laquelle nous pourrions donner des précisions », a dit le Maître. Et quand on attaque les socialistes, l'A. F. et toute sa troupe sont au grand complet pour applaudir. C'est sans doute que les horions qu'ils reçurent jadis dans certaines manifestations leur cuisent encore !

Eh bien ! nous allons faire plaisir à l'A. F. et nous allons nous aussi souscrire aux paroles du seigneur de Grenoble quand il déclare :

Mais, depuis quinze mois, ces appréciations ont été répétées sur tous les tons, sont

ombrées de maintes tribunes profanes et de toutes les chaires sacrées. Des livres, des articles de revues et de journaux contiennent tout ce qu'a préché M. le curé de Montaliou et atteignent non pas quelques centaines d'auditeurs, mais des milliers de lecteurs. Pourquoi n'en arrête-t-on pas les auteurs ?

Nous avons dénoncé avant-hier le curé de Nanterre dont la brochure sur le « Miracle de la Marne » est une infamie. Nous demandons que par des moyens énergiques on mette fin à tous ces articles de sacristie qui n'ont qu'un but : semer le discrédit sur la France républicaine et laïque, en profitant du mépris de l'absence de ses fils qui risquent leur peau pour elle.

Il faut mettre fin à cela, et nous aussi, nous avons le devoir de le rappeler à voix haute, au nom de la France ; il n'est que temps !

Et nous demandons aussi de mettre fin aux campagnes hypocrites et anti-françaises des suivants de l'Amant de Delysia.

Le Maurras qui n'entend pas parler les autres ne s'entend sans doute même pas écrire et c'est ce qui explique qu'après avoir dit au début de sa réponse au bel article du Radical, dont nous avons donné hier les principaux passages : « Je négligerai dans l'article du Radical ce qui est relatif à l'Affaire », il écrit à la colonne suivante :

" Le Radical » dit bien : — Si la Bulgarie avait été en République, ou la Grèce ! Et encore, éclate la grande illusion démocratique. En monarchie, ces peuples ont du moins de bonnes armées, de solides instruments de défense et d'action nationale. En démocratie, Vienne et Berlin leur auraient flanqué une bonne affaire Dreyfus et un bon clan de « ya » qui leur aurait dénombré leur armée pour 15 ans, ruiné les services de renseignements et fait quelques douzaines de langues dorées dont la chose publique aurait payé les frais !

Cette façon « de ne pas parler de l'Affaire » est caractéristique de la façon dont le Maurras entend (?) l'Union Sacrée !

DERNIERE HEURE

Le Ministère grec renversé

Par 147 voix contre 114 le ministère grec a été renversé à la suite d'une question posée à la Chambre, au ministre de la guerre, par un député vénizéliste.

Bourse de Paris

Le succès incontesté du ministère Briand est bien accueilli en Bourse où les cours sont généralement résistants. Notons toutefois la faiblesse persistante de la Rente française, sur la perspective du prochain grand emprunt ; par ailleurs, ce sont toujours les mêmes compartiments qui jouissent de la faveur de la spéculation, Chemins espagnols et diamantifères.

Fonds d'Etat : Français 3 0/0, 65.35 ; 3 1/2 0/0, 90.85 ; Russe 1891, 59.90 ; Extérieure, 87.60 ; Turc 4 0/0, 90.

LES RÉFORMES SUSPECTES

Une Lettre du Docteur Saint-Maurice au Gouverneur Militaire de Paris

Cette affaire semble entrer dans une phase nouvelle. La Ligue des Droits de l'Homme s'en occupe très activement au point de vue de rendre, devant les conseils de guerre, l'instruction contradictoire ; car il y a un fait qui frappe tous les esprits impartiaux : c'est que la presse donne sur l'instruction donnée par le capitaine Bouchardon des détails qui indiquent tout au moins que des fautes se produisent dans le cabinet même du juge d'instruction.

Cependant les inculpés ne sont pas, jusqu'ici, autorisés à se faire assister de leur avocat, conformément à la loi sur l'instruction contradictoire.

La Ligue des Droits de l'Homme demande que cette situation anormale prenne fin.

D'autre part, nous croyons savoir que l'annonce de « un des inculpés », M. le docteur Saint-Maurice, ne peut faire de doute pour personne.

Nous avons été, à ce sujet, demander quelques renseignements à son avocat, M. Lacroix, député de la Martinique, qui a bien voulu nous confirmer dans cette opinion.

Du reste, la requête que l'adresse M. le docteur Georges Saint-Maurice à M. le général commandant le Gouvernement militaire de Paris, à l'effet de solliciter sa mise en liberté provisoire, suffit à démontrer cette innocence.

Fidèles au rôle d'impartialité que nous nous sommes assigné dans cette affaire, et dans l'intérêt de la vérité nous croyons devoir reproduire ici in extenso cette requête, dont les termes ne manquent pas de frapper l'esprit de nos lecteurs.

Paris, le 26 octobre 1915.

A Monsieur le Général de division, Gouverneur militaire de Paris.

M. le Dr Saint-Maurice, demeurant à Paris, 25, rue du Vieux-Colombier, actuellement détenu à la prison de la Santé, ayant pour défenseur M. Lacroix, avocat à la Cour de Paris, 17, rue d'Assas, a l'honneur de vous exposer :

Qu'il a été mis en arrestation le mercredi 13 octobre 1915, sous l'inculpation de complicité de faux et d'usage de faux et de corruption ;

Qu'il n'a été mis en arrestation que par M. le capitaine Bouchardon, chef de la 3^e section de guerre, à chaque fois protesté, comme au moment de son arrestation, et de son interrogatoire par la Santé générale, de son absence et complète innocence ;

Qu'en effet, d'après ce qu'il avait appris au cours de ces divers interrogatoires, il serait recherché pour avoir délivré des certificats de complaisance, moyennant des rémunérations très élevées, à des clients lui recommandés par le Dr Lombard, en vue de les faire réformer du service militaire, et pour s'être prêtés à la transformation de ces certificats, par un secrétaire d'état-major en faux permis d'hospitalisation dont usaient les dits clients afin de se faire hospitaliser à l'ambulance n. 33, dirigée par le Dr Lombard et de se faire ensuite proposer par ce dernier pour la mise en réforme moyennant des sommes d'argent très élevées ;

Que l'exposant n'a jamais cessé d'affirmer : 1. qu'il a délivré ces certificats dans les conditions les plus normales et les plus régulières, après un examen consciencieux des clients qui les sollicitaient ; que nombre de ces certificats étaient délivrés gratuitement, quand le Dr Lombard lui signalait d'état d'indignité ou de graves infirmités, que la plupart de ceux qui étaient objets d'une indemnité étaient payés vingt ou vingt-cinq francs ; que très rares sont ceux qui ont été payés cinquante francs ; qu'il en est de ces certificats comme des honoraires, en général, des médecins ; qu'ils sont payés suivant les situations de ceux qui les sollicitent ; qu'ils n'étaient pas d'ailleurs, en l'espèce, sollicités dans le but avoué de mises en réforme, ce qui est très absurde, les dits certificats de réforme étant jugés souverainement des motifs de leurs décisions et ne pouvant être liés à cet égard par des avis de médecins civils et même de médecins militaires qui ne sont point du nombre des officiers qui les composent ; que beaucoup de mobilisables ou de soldats sollicitent des certificats médicaux avant de se présenter devant les conseils de réforme, sans donner les commissions de réforme, unique motif parce qu'ils pensent que ces certificats peuvent avoir pour effet d'attirer, d'une façon particulière, sur leur cas, l'attention des majors préposés à leur examen devant ces conseils ou ces commissions ; que, dans l'espèce, l'exposant croyait que ces certificats devaient faire l'objet d'un contrôle, comme tous les certificats du même genre ;

2. qu'il avait toujours ignoré l'usage frauduleux qui était fait de ces certificats, ayant jamais même supposé l'existence de ces secrétaires d'état-major qui, au dire de l'accusation, étaient commis par M. le Dr Lombard à l'établissement de faux permis d'hospitalisation ; que, s'il en était autrement, il n'aurait pas commis l'imprudence de mettre en circulation sa signature, alors qu'il lui aurait été facile de donner secrètement et verbalement au dit secrétaire d'état-major les précisions techniques nécessaires à l'établissement de faux permis d'hospitalisation ; qu'ainsi envisagé, le fait même qui sert de base à l'accusation formulée contre lui, c'est-à-dire la délivrance de certificats, est une preuve irréfutable de son innocence ;

3. qu'il avait également ignoré, avant son arrestation, que les bénéficiaires des dits certificats se fissent hospitaliser ; qu'il se serait certainement étonné de leur présence à l'ambulance dirigée par le Dr Lombard, s'il avait été appelé à leur donner des soins dans cet établissement ; mais qu'à ce moment, il n'a été chargé du traitement des malades à l'ambulance n. 33, que c'est son confrère, M. le Dr Lemadjian, qui était le médecin traitant de l'établissement ; qu'en réalité, le Dr Lombard avait demandé à l'ex-

posant de lui rendre le service de l'aider à l'ambulance, et qu'il avait fait en sorte de ne point lui laisser la possibilité de faire la visite des malades ; qu'en effet, il l'avait prié très instamment de ne pas manquer de venir le chercher, chaque matin, à son domicile, 11, rue de Chny ; et que là le Dr Lombard le faisait attendre deux heures parfois, avant de se rendre à l'ambulance ; que, presque toujours, lorsque l'exposant arrivait à l'ambulance avec lui, la visite des malades était terminée, et que les rares fois qu'elle n'avait pas été faite avant son arrivée, le Dr Lombard le priait de la laisser faire au Dr Lemadjian ; qu'en fait, l'exposant n'était utilisé par l'administration de l'ambulance que pour les interventions chirurgicales et pour les cas nécessitant la consultation de plusieurs médecins ; que toutes ces précautions qui prouvent le docteur Lombard pour lui cacher la présence à l'ambulance des malades à qui l'exposant avait été appelé à donner des certificats, sont une autre preuve de sa non-participation aux machinations frauduleuses entreprises par le docteur Lombard et à ses complices ;

Qu'il a été surpris de constater que le fait que le docteur Lombard et ses complices prennent soin de déchirer les certificats de l'exposant, après s'être en quelque sorte rendus maîtres de ceux-ci, et dont le but n'est que de révéler que depuis son arrestation constitue une nouvelle preuve de son innocence ;

Qu'à la vérité l'exposant ne pouvait supposer qu'un médecin nommé par le Ministre de la Guerre chef d'une ambulance, et qui était, par ailleurs, président du Conseil d'arrondissement de Sceaux, pût se livrer à des trafics malhonnêtes ;

Que l'exposant n'est coupable que d'avoir eu en lui la même confiance que l'administration militaire elle-même ;

Que l'exposant ne connaît le docteur Lombard que depuis décembre 1914, qu'à cette époque le docteur Lombard s'était mis, par une annonce du journal le Matin, à la disposition des médecins réfugiés des départements, l'exposant lui avait écrit de Châteauroux où il s'était primitivement retiré avec ses enfants et sa femme, dans la famille de celle-ci, pour lui demander s'il ne pourrait lui procurer une clientèle ;

Que ledit docteur Lombard ne lui offrit, tout d'abord, que des clients de province, que s'étant décidé à venir à Paris, en décembre 1914, il écrivit de nouveau au docteur Lombard pour lui demander de bien vouloir lui donner des indications sur les quartiers de Paris où il y aurait pénurie de médecins ;

Que c'est alors que le docteur Lombard l'engagea à s'installer dans le quartier Saint-Sulpice, et à établir une clinique à Vitry-sur-Seine, dans la région dont ledit docteur Lombard était l'élu du Conseil d'arrondissement, et qu'il lui offrit même en sous-location l'un de ses deux appartements de l'immense hôtel le numéro 25 de la rue du Vieux-Colombier ;

Que l'exposant loua, en effet, l'un de ces appartements, qu'il établit une clinique à Vitry-sur-Seine, et que tant dans son quartier que dans cette dernière localité, il ne tarda pas à se faire une très satisfaisante clientèle ;

Que le docteur Lombard n'exerçait pas lui-même la médecine et ayant pris l'habitude de lui envoyer des clients comme d'habitude autres médecins, il ne fut nullement surpris du fait qu'à partir du moment où ledit docteur Lombard fut placé à la tête de l'ambulance numéro 33, c'est-à-dire depuis le mois de juillet de cette année, il continua de lui adresser des clients pour des certificats de réforme dans le but précis de lui procurer une clientèle ;

Que l'exposant n'a jamais été un besogneux, comme semble le croire de prime abord M. le Capitaine-Rapporteur Bouchardon ; qu'il gagnait vingt-deux mille francs par an, à Liège, dans le département de l'Aisne, avant la guerre, que, de chef, il réalisait des économies dont il est prêt à faire la preuve ; que depuis son installation à Paris, sa clientèle n'a fait que se développer ; qu'il jouit de l'estime et de la considération de tous ses clients ; qu'il ne peut être lauréat d'un moralité et sur ses aptitudes professionnelles que les meilleurs renseignements ;

Que toutefois sa détermination, si elle se prolonge, ébranlera la légitime confiance qu'il a su, par son travail et sa conduite publique et privée, inspirer à sa clientèle, sans parler du préjudice matériel que son arrestation lui a déjà occasionné et de l'influence qu'en tout état de cause, elle exercera, dans l'avenir, sur sa carrière ; qu'interrogé à deux fois par M. le Capitaine-Rapporteur, il a demandé très instamment à être interrogé de nouveau ; mais que le Capitaine-Rapporteur lui a fait savoir qu'il ne pourra être de nouveau interrogé qu'après que des témoins de province auront été entendus ; que M. le docteur Socquet, qui avait été commis à l'effet d'examiner les personnes à qui l'exposant a eu à délivrer des certificats, a dû déjà déposer son rapport ;

Que, dans ces conditions, l'exposant déclarant d'ailleurs se tenir à l'entière disposition de la justice, l'œuvre de celle-ci ne peut être compromise ni même gênée par sa mise en liberté provisoire ;

Pourquoi l'exposant conclut respectueusement à ce qu'il vous plaise, conformément aux dispositions de l'article 105 du code de justice militaire, ordonner sa mise en liberté provisoire, sans préjudice de toutes autres mesures que nécessitera la reconnaissance de son absolue et complète innocence.

Signé : Dr Georges SAINT-MAURICE.

Jusqu'au bout

" Nos ennemis n'ont à escompter, de notre part, ni lassitude, ni défaillance."

(Discours de M. Briand.)

Tous, Français et alliés, ennemis même, ont lu la déclaration du Gouvernement de la République portée à la tribune de la Chambre par M. Briand.

La résolution inébranlable de la République française s'est de nouveau affirmée à la face du monde : « La France ne désarmera qu'après la restauration du droit par la victoire et quand elle aura obtenu toutes les garanties d'une paix durable. »

Nos ennemis savent désormais — s'ils pouvaient en douter — qu'il ne sera jamais, chez nous, question d'une autre paix que de « la paix française, la paix glorieuse... »

Les paroles énergiques du président du conseil auront une énorme répercussion chez nos adversaires. Il n'est pas sans intérêt de souligner cette coïncidence qu'au moment même où M. Briand lançait, de la tribune de la Chambre, l'inaltérable volonté du pays, le plus autorisé des critiques militaires allemands, le major Morah, écrivait dans le Berliner Tageblatt que « malgré l'avance en Serbie, la décision de la guerre reste toujours sur le front français ».

Ainsi, nos ennemis sont fixés, ils savent désormais qu'ils ne doivent escompter, sur le théâtre principal de la guerre, ni lassitude ni défaillance.

La campagne de Serbie, d'ailleurs, apparaît plus inspirée par des raisons économiques que par des raisons strictement militaires.

La communication entre les Russes et les Alliés de l'Occident, pour désirable qu'elle

soit, est peu de chose en comparaison de l'importance que doivent attacher les empires du Centre à un débouché sur les fertiles contrées de l'Orient. Mais ce débouché, les Austro-Allemands ne le tiennent pas encore et les voies qu'ils peuvent conquérir seront toujours d'une grande utilité.

La Serbie n'est point encore rayée du rang des nations ; les armées anglaise et française envoyées à son secours deviennent de plus en plus fortes.

L'inquiétude allemande à ce propos semble bien justifiée. Il y a tout lieu de penser que c'est bien, en effet, une véritable armée qu'envoient les Alliés contre la Bulgarie.

D'ailleurs, sans empêcher sur des événements qui sont encore du domaine de l'hypothèse, il convient de remarquer que nos diplomates semblent faire meilleurs figures. Les neutres hésitants des Balkans se rapprochent visiblement de notre cause.

Chez les Russes, la situation est franchement bonne. Malgré le déploiement de forces considérables, les Allemands échouent systématiquement autour de Riga et de Dvinsk. Mais c'est surtout en Galicie et en Bukovine, sur les rives de la Styrpa, que les succès de nos alliés prennent de l'importance. Czernowitz est de nouveau menacé.

Sur notre front, enfin, le puissant effort de l'ennemi se brise de toutes parts contre nos lignes solidement organisées et chaudement défendues.

Voilà pourquoi nous pouvons, maintenant plus que jamais, affirmer haut notre volonté de ne déserter les armes qu'après l'établissement de la puissance militaire de l'Allemagne.

R. Lecointre-Patin.

Les Barbares en Serbie

EN INFLITRATIONS BOCHES EN BULGARIE

Genève 3 novembre. — De la « Tribune de Genève » :

« Les troupes allemandes continuent à arriver à Bregovo, d'où elles repartent dans différents secteurs de la Bulgarie. On attend l'arrivée de forces allemandes à Sofia, car la situation y est de plus en plus inquiétante. L'arrivée de quinze mille blessés a vivement impressionné le public, qui a manifesté son mécontentement. »

« Les maisons de MM. Ghenadjeff et Marinkoff sont gardées militairement ainsi que celles de quelques généraux surveillés par la police. »

LES BULGARES EN MACEDOINE SERBE

Vers Pritchina

Rotterdam 4 novembre. — On télégraphie d'Albanes au « Lokai Anzeiger » : « Les Bulgares avancent sur Pritchina. On prévoit que les Serbes défendront énergiquement leur ligne de retraite. »

Vers Prizrend

Salonique, 3 novembre. — Après l'occupation de Kuprulu, les Bulgares marchent sur Pelep, mais ils furent arrêtés dans les défilés de Babouna par la résistance héroïque des Serbes. Les Bulgares ont momentanément occupé le défilé, ainsi que le col de Natichian. Ils marchent sur Prizrend.

On de leurs régiments descend vers Kostovo où les Serbes résistent vigoureusement. Les habitants de Monastir se réfugient à Furlina, en Grèce.

Vers Frliep

Salonique, 4 novembre. — On mande d'Albanes : « Les Serbes continuent à Prilep. Les Bulgares ne conservent plus qu'une seule route de communications et un seul coté de retraite vers le Sud. »

PENDANT LA SITUATION DES SERBES S'AMÉLIORE

Les Serbes reprennent Izvor

Rome, 3 novembre. — La ville d'Izvor, entre Nich et Kniazhevo, est de nouveau entre les mains des Serbes. La situation générale des Serbes paraît s'être améliorée.

Au secours de la Serbie

TOUJOURS DES RENFORTS ALLIES

Rome, 3 novembre. — Un télégramme d'Athènes à la Tribune dit que le débarquement des contingents alliés à Salonique se poursuit sur une immense échelle. Plusieurs régiments britanniques sont arrivés à Ombria.

INQUIETUDES !

Lausanne, 4 novembre. — La Taghische Rundschau se montre inquiète des renforts alliés qui débarquent jour et nuit à Salonique.

SUR LE VARDAR

Genève, 3 novembre. — On mande de Bucarest à la « Tribune de Genève » : « Sur le Vardar, les Bulgares ont été repoussés avec de grosses pertes. A Orovitsa (Nord-Ouest de Vélès) un régiment bulgare a été anéanti. Sur le front d'Istip les Alliés remportent des succès. Les pertes bulgares sur le front sud sont évaluées à trente mille hommes depuis le 29 octobre. Les Serbes continuent à se retirer sur le front Valjevo Krjuvatz. »

L'OCCUPATION DE MONASTIR EVITEE

Salonique, 3 novembre. — Les Serbes ont de nouveau pris l'offensive dans la direction de Vranja. Les fronts français ont tranquillisés. Les nouvelles du front autrichien sont contradictoires. La situation serbe est critique. Elle peut être améliorée par une vigoureuse offensive des Alliés. On prépare à Sofia de grands préparatifs pour fêter la jonction des troupes austro-bulgares à Egr-Palanka. L'avance bulgare vers le sud a été enrayée par l'arrivée à Kavalla de renforts français et de cavalerie britannique. Le danger d'une occupation de Monastir est pour le moment évité.

OU VONT CES NAVIRES

DE L'ENTENTE

Amsterdam, 2 novembre. — D'après un télégramme de Sofia au « Berliner Tageblatt », des transports français et anglais, avec des troupes à bord, sont apparus devant Cavalla, le port grec de la côte macédonienne, qui se trouve mi-chemin entre Salonique et la frontière turco-bulgarie.

Les Boches du Vatican

Le Pape envoie une lettre autographe au Prince de Bülow

D'après le Daily Mail de ce matin, le Vatican aurait donné « un démenti formel aux bruits d'après lesquels le Pape serait disposé à intervenir dans des négociations de paix en faveur de l'Allemagne. »

Ce qui n'empêche pas le même journal de recevoir de son correspondant de Rome la dépêche suivante :

Rome, 3 novembre. — L'Informazione déclare que le cardinal Cagiano d'Ascovo a quitté Rome incognito porteur d'une lettre autographe du Pape au prince de Bülow.

Elle contient sans doute toute l'expression de la sympathie du Pape pour ses chers fils boches.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

De vifs combats à la grenade se sont livrés au cours de la nuit dans les tranchées de la route de Lille, au sud-est de Neuville-Saint-Vaast, en même temps que se poursuivait dans la même région une violente lutte d'artillerie.

En Champagne, dans la région de la ferme Chausson, une contre-attaque immédiate et énergique nous a permis de récupérer, dès hier soir, la majeure partie des portions de tranchées avancées où des éléments allemands avaient pu s'introduire.

Ils en ont été chassés malgré la résistance la plus acharnée appuyée par des jets de liquides enflammés.

ARMÉE D'ORIENT

Les débarquements de troupes françaises à Salonique continuent sans incident.

Sur le front français, entre Kriwolak et Rabrovo, rien à signaler pour la journée du 1^{er} novembre.

Aux Halles

Les arrivages déjà restreints depuis trois jours ont été encore peu abondants ce matin et la température froide aidant, la hausse a persisté sur le poisson, les œufs et la viande.

Le marché n'a reçu que 45.000 kilos de poisson ; il y a été introduit 200.000 œufs de moins que jeudi dernier.

Les cours sont stationnaires aux fruits et légumes. À la volaille et au bœuf, bien qu'il soit arrivé 5.400 kilos de bœuf de moins que jeudi dernier.

LA VIE DE PARIS

Les Déracinés

Ce sont les mêmes déracinés que ceux des premiers jours de guerre. Seulement alors, ils échouaient en bandes dans les gares...

L'œil du vicaire

On a beau écouter les pêcheurs vaniteux ou autres d'une jolie ou vieille pépinière...

Au Conseil Municipal

Le Charbon, le Billon, la Vie chère. Les Conseillers municipaux se sont réunis aujourd'hui, à 3 heures, dans le cabinet de M. Adrien Mithouard...

pour la mise à la disposition de la population parisienne d'une certaine quantité de viande frigorifiée. Les négociations sur diverses mesures d'écoulement se poursuivent...

Une conférence sur la Perse

Une conférence sur la Perse a été organisée par le Comité de la Presse dans le cadre de la conférence internationale de la Presse...

L'Union pour la Victoire

Les Gouvernements alliés viennent d'arriver de nouveau leur volonté de poursuivre, dans plus intime union, la lutte contre l'ennemi commun.

Trois cent mille Arméniens massacrés

Appel de la Ligue des Droits de l'Homme à la nation américaine. Dans une lettre longuement motivée, M. Ferdinand Buisson...

LE SERVICE DE SANTÉ

LA MEILLEURE PREUVE QUE RIEN N'AVAIT ÉTÉ PRÉVU DANS LE SERVICE DE SANTÉ, C'EST QUE CHAQUE HÔPITAL A REÇU ENVIRON 1.500 CIRCULAIRES DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE.

Nous aurions pu intituler cet article "Ce qu'on fait dans le service de Santé pendant que les Allemands sont à 30 kilomètres de Paris."

Après cette critique générale, nous pourrions citer mille faits particuliers pour prouver l'incertitude du service de santé.

Il est absolument interdit aux hôpitaux temporaires d'acheter sur place aucun objet de matériel, aucun médicament, sans une autorisation préalable...

En outre, il se présente des cas urgents où l'autorisation préalable, même demandée par la voie télégraphique, arrive trop tard.

Supposez qu'un malade ait besoin d'être soigné pour une affection des voies urinaires : les sondes, faisant partie du matériel, ne peuvent être achetées et il faut trois ou quatre semaines pour les obtenir du magasin régional.

Les malades et les blessés ne peuvent attendre le bon vouloir de M. le Directeur du Service de Santé, pour être soignés.

Il est de même pour les cuisiniers en campagne, indispensables dans le cas d'échec.

Les médecins et les blessés ne peuvent attendre le bon vouloir de M. le Directeur du Service de Santé, pour être soignés.

On sait que cette question a été soulevée beaucoup d'autres, aussi insaisissables, dans une pièce administrative, justement surnommée le Jeu de l'Oie.

TOUS LES SPORTS

FEDERATION SOCIALISTE DES SPORTS ET DE GYMNASTIQUE. Seront qualifiés à partir du 4 novembre 1915 : C.S. Amiens, Henocq, Carreau, Bourquin, Schmitt, Jans, Housteau, H.S.C. Perreux, Pernot, Thiomsaint, Simelli, Allégas, C.J.S. Qué, Menneret, Barbier, Chauvy, Pre St-Germain, Gorm, Bertrand.

COMITE D'EDUCATION PHYSIQUE. Dimanche prochain, le Stade Français ayant mis à la disposition du C.E.P. son terrain du Bois de St-Ouen, les adhérents pourront y disposer de leur matériel.

CONVOICATIONS SPORTIVES. Association sportive Française. Ce soir à 8 heures 30, réunion de la commission d'association, 40, boulevard Montparnasse, côté Louis XV.

S.A. Parisienne. Comité et commission de football, ce soir, à 8 heures, au siège, maison Soaven, 2, place Gambetta.

C.S. Amiens. Ce soir, réunion mensuelle, maison David, 32, rue Chauveau.

Paris Athletic Club. Réunion du Comité à 8 heures au siège, 20, rue de Charenton.

Club sportif de la Jeunesse socialiste de Paris. Ce soir, gymnase du docteur Boileux, 11, rue de Malte, Culture physique boxe et lutte.

R.C.S. du Perreux. Ce soir, à 8 heures 30, la coopérative, entraînement, athlétisme, course à pied.

POURQUOI NOUS NOUS BATTONS ! H.G. WELLS nous le dit dans La Guerre qui tuera la Guerre

(Traduit par GEORGES-BAZILE) En vente aux bureaux du "Bonnet Rouge", 142, rue Montmartre, 3 fr. Franco, 3 fr. 25

AUX ÉCOUTES

M. Bokanowski s'est taillé, hier, à la Chambre, un beau succès. Il a dit : "Assurez-vous que les opérations, dans les camps-majors sont préparées par des officiers qui connaissent la guerre pour l'avoir pratiquée en personne et qui n'ont pas été recouverts aux théories caduques de l'École de Guerre."

Bravo, M. Bokanowski ! Cette critique des méthodes périmées de l'École-Major, nous l'approuvons complètement. Elle est la justification de la campagne menée par les républicains contre ces trois ans. Ce qui ne manque pas d'une certaine saveur, c'est qu'elle a été émise à la tribune du Parlement par M. Bokanowski qui fut un des partisans des plus acharnés de cette loi de trois ans.

Il est absolument interdit aux hôpitaux temporaires d'acheter sur place aucun objet de matériel, aucun médicament, sans une autorisation préalable...

En outre, il se présente des cas urgents où l'autorisation préalable, même demandée par la voie télégraphique, arrive trop tard.

Supposez qu'un malade ait besoin d'être soigné pour une affection des voies urinaires : les sondes, faisant partie du matériel, ne peuvent être achetées et il faut trois ou quatre semaines pour les obtenir du magasin régional.

Les malades et les blessés ne peuvent attendre le bon vouloir de M. le Directeur du Service de Santé, pour être soignés.

Il est de même pour les cuisiniers en campagne, indispensables dans le cas d'échec.

Les médecins et les blessés ne peuvent attendre le bon vouloir de M. le Directeur du Service de Santé, pour être soignés.

On sait que cette question a été soulevée beaucoup d'autres, aussi insaisissables, dans une pièce administrative, justement surnommée le Jeu de l'Oie.

Il y a des gens qui dépassent vraiment les bornes de l'imprudence. Tel ce soldat, Désiré Hubert, qui pourtant aurait dû connaître le danger des coups d'obus et qui, en permission de convalescence, s'amusa à chauffer une fusée et la serrant dans un étui, se mit à la scier à la lime. C'est dans la forge du maréchal ferrant du pays que Désiré Hubert accomplit ce bel exploit.

La vieille garde. Le Kaiser est arrivé dit-on sur le front occidental. Il était suivi de troupes nouvelles qui ne sont point précisément d'élite. La majeure partie est en forme de soldats âgés, déclarés impropres au service, jusqu'à présent.

La Chine, décidément refuse les bénéfices de la République. Cinq provinces du vaste Empire viennent de se prononcer pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle.

Leur haine de l'Angleterre. Parmi les soldats irlandais prisonniers à Limbourg, un appel fut distribué par ordre d'officiers allemands. Cet appel incitait les Irlandais à s'unir aux Allemands, par haine de l'Angleterre.

La brigade irlandaise sera constituée et combattrait sous le seul drapeau de l'Irlande. Les soldats porteront un uniforme irlandais et auront pour officiers des Irlandais.

La brigade irlandaise sera constituée et combattrait sous le seul drapeau de l'Irlande. Les soldats porteront un uniforme irlandais et auront pour officiers des Irlandais.

A cette invite, les soldats irlandais ont répondu. C'est le plus âgé de leurs officiers qui prit la plume et envoya cette adresse à Guillaume II :

Sire. Au nom des catholiques irlandais actuellement prisonniers de guerre sous vos ordres, nous soumissionnons à votre Majesté nos remerciements pour les égards qui nous ont été accordés.

Mais nous regrettons de devoir demander à votre Majesté impériale de ne plus nous accorder ces égards s'ils sont refusés à nos autres compagnons catholiques prisonniers en Allemagne ; car si nous sommes des catholiques irlandais, nous sommes aussi l'honneur d'être des soldats britanniques.

Se tiendront-ils pour dit, cette fois ? Les chrétiens ne manquent pas dans la ligne monnaie et les sans travail, encombrant les bureaux de placement.

Monsieur le Ministre du Travail devrait être intéressé par les intérêts de l'intéressante corporation des garçons limonadiers-restaurateurs, en faisant respecter la loi dans ces établissements. Cela permettrait à quantité de braves gens de gagner leur vie et, en serait autant d'élèves d'âtes de chômage d'économistes.

Bernard Shaw n'a pas de chance. Une pièce de théâtre dramatique devant être jouée sur un théâtre américain, le manuscrit fut remis par lui à un homme digne, pour le départ de l'Amérique. Voici que l'Amérique a été conquise par le manuscrit, avec Bernard Shaw en vedette et le manuscrit par l'Espagnol. L'Espagnol est torpille et coule.

M. le général qui ne se sent pas pour les gens superstitieux, il doit être peu rassuré de voyager en compagnie d'un manuscrit de l'auteur de la La Profession de Mme Warren.

Il y a six semaines, la fête de l'année dont on parle tant ces jours-ci, se trouva être à peu près oubliée par les hommes d'Etat. Le 4 juillet 1881, le maréchal de Saint-Amand qui commandait le corps expéditionnaire français, ne passa en revue.

C'était alors la guerre de Crimée. Aujourd'hui, ce sont les Russes qui tombaient à la guerre. Autre temps...

L'homme anglais. Une jeune femme demande à une de ses amies : Pourquoi donc portez-vous, dans ce bébé, une boucle des cheveux que votre mère, il n'a pourtant point eue avant la vie ?

On a dit que le gros Henry Chéron a été, au Sénat, le rapporteur de la loi Dabizet. Avant de le rapporter, il aurait dû la lire...

Il y a des gens qui dépassent vraiment les bornes de l'imprudence. Tel ce soldat, Désiré Hubert, qui pourtant aurait dû connaître le danger des coups d'obus et qui, en permission de convalescence, s'amusa à chauffer une fusée et la serrant dans un étui, se mit à la scier à la lime.

La vieille garde. Le Kaiser est arrivé dit-on sur le front occidental. Il était suivi de troupes nouvelles qui ne sont point précisément d'élite. La majeure partie est en forme de soldats âgés, déclarés impropres au service, jusqu'à présent.

La Chine, décidément refuse les bénéfices de la République. Cinq provinces du vaste Empire viennent de se prononcer pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle.

Leur haine de l'Angleterre. Parmi les soldats irlandais prisonniers à Limbourg, un appel fut distribué par ordre d'officiers allemands. Cet appel incitait les Irlandais à s'unir aux Allemands, par haine de l'Angleterre.

Les Planches

ÉCHOS. Demain, Mistinguett débute à l'Olympia, dans un nouveau sketch intitulé Kiss-mé !

Nous ne doutons pas du succès que cette obtention non plus que de celui de ses deux partenaires Magnard et le dessinateur Moïris.

Pourquoi, une particularité nous étonne un peu, les deux auteurs, MM. Prosper Bourgeois et Durazzo ne sont pas, que nous sachions, de poliorité théâtrale. Bien mieux, ils sont totalement inconnus à la Société des Auteurs.

A la vérité, ils seraient de paravent à un nom plus connu. Bourgeois, c'est le nom patronymique de l'amusant artiste, et Durazzo est le nom de son voisin d'en-face.

Ainsi, Mistinguett ne veut pas quitter ses amis, même sur une affiche de spectacle.

Pour entendre la déclaration ministérielle, beaucoup de curieux s'étaient rendus hier à la Chambre. Avant la séance, Mayol retour du Midi,

Courrier des Spectacles

Comédie-Française. — Après-demain samedi 6 novembre, soirée à 8 heures, en l'honneur de Paul Hervey, les Feuilles, pièce en 3 actes en prose de Paul Hervey.

Châtelet. — M. Foplinas vient de mettre en répétitions Les capotins d'opéra. Cette pièce nouvelle à grand spectacle de MM. Victor Barlay, H. de Gorsse et Maurice de Marsan.

Porte Saint-Martin. — Les représentations de Cyrano de Bergerac se poursuivent régulièrement aux jours suivants : mardi, jeudi, samedi, dimanche à 7 h. 30, dimanche matin et soirée, avec cette admirable interprétation : MM. Le Bargy, Mme André, Megard, MM. Louis Gauthier, A. Gaudelès, Jean Kemm, Cazalis.

Nouvel Ambigu. — Le Maître de Forges nous l'avons dit, ne sera plus joué que jusqu'à dimanche inclus. A la place de M. G. Ohnet succèdera l'amusante comédie de moeurs bruxelloises de M. Foplinas, La Demoiselle de Magasin, qui fut jouée près de 400 fois à Paris et qui interprète une troupe incomparable de comiques belges et français. Dans cette troupe, nous voyons Mlle Jane Delmar, MM. Jean Kemm, Mlle Durville, Amélie, Mmes Brind, Pascal, Jane Calvé, etc. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette interprétation vraiment remarquable. La première de La Demoiselle de Magasin aura lieu mardi prochain 9 novembre.

Palais-Royal. — Vendredi 5 courant à 8 h. 30, répétition générale de La Fête d'Avant, comédie...

revenus en deux actes de MM. Sacha Guitry et Wilmettes, dont les principaux interprètes seront : Mlle Armand Cassive, Yvonne Prigent et Nina Myral, MM. Vubert, Rainu, Arquillière et Charles Lamy. Samedi à 8 h. 30, première représentation. Dimanche premier matinée et soirée.

Concert Mayol. — Aujourd'hui en matinée, au profit de La Fraternelle du Spectacle, l'avant-dernière représentation de Mealy, la reine de l'opérette, et de Léoni. Ce soir, dernière représentation de ces deux merveilleux artistes. Fauteuils, 1, 2, 3, 4, 5 francs.

Demain vendredi, Mayol chantera chez lui ses nouvelles créations.

CE SOIR :

THEATRES. COMEDIE FRANCAISE, Pour la Couronne, ODEON, Relache, OPERA-COMIQUE, Relache, THEATRE LYRIQUE, Grotto-Grotto, PORTE SAINT-MARTIN, — A 7 h. 45 précises, Cyrano de Bergerac. Mme André Megard, MM. Le Bargy, Louis Gauthier, André Gaudelès, Jean Kemm.

THEATRE ANTOINE, La Nouvelle Revue de Rip (suite à 9 h.). Sarah Bernhardt, mardi, jeudi et dimanche, La Châlière, La Dame aux Camélias, Châtelet, 8 h. 30, Cinéma.

NOUVEL AMBIGU. — A 8 heures 15, mardi, jeudi, samedi, dimanche matin et soirée, lundi (roussin, matinée et soirée), sept derniers du Maître de Forges.

RENAISSANCE, 8 h. 30, Préface, Scène de Nuit, Vaudeville, 8 h. 30, mardi, jeudi, samedi et dimanche, La Belle Aventure.

Gautier, André Gaudelès, Jean Kemm, Gailly, à 8 h. 30, Le Contrôleur des wagons-lits, M. Harry Baur, Mlle Torka-Lyon, Mmes Bouffes Parisiennes 8 h. 30, Kik, Théâtre Michel, 8 h. 30, Léonie est en avance.

Plus de change, Grand Guignol, 8 h. 45, La Grande Moré, Une femme charmante.

GUSTAVE HERVÉ LA PATRIE EN DANGER

Recueil des articles de Gustave Hervé parus dans "La Guerre Sociale" du 1er juillet au 1er novembre 1914. Un beau volume de 352 pages, 352 pages, Franco 2,25 en timbres ou mandat à QUIGNON, éditeur, 16, rue Alphonse-Daudet, Paris (XIV). (Etranger 2.50)

LE BONNET ROUGE est composé par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Le Gérant : Léon Batail.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. Denoyel, 283, rue Montmartre, Paris (2e).

Groscaux, imprimeur.